

COMPRENDRE LES GROUPES D'INSURGÉS À LA MARGE AU KENYA, AU NIGÉRIA ET AU MALI

Au cours de ces dernières années, de violentes insurrections ont frappé les marges du Kenya, du Mali et du Nigéria. Des groupes islamistes militants ont attaqué les populations civiles, le personnel chargé de la sécurité de l'État et les responsables politiques et administratifs, répandant par là même un sentiment d'insécurité sur de vastes territoires et exploitant la méfiance entre les sociétés à la marge et les autorités centrales. Il convient de porter une attention accrue au rôle des conditions politiques, économiques et sociales au niveau local dans les zones où sont menées les attaques. Afin de lutter contre les violences au sein de chacun de ces pays, une solution à long terme devra passer par la résolution des griefs politiques séculaires, et devra s'attaquer à l'héritage de violence étatique à l'encontre des minorités, ainsi qu'aux inégalités intra-régionales.

L'élargissement de la violence au Kenya, au Nigéria et au Mali

Au cours de la dernière décennie, la violence a bouillonné au sein des marges de bon nombre de pays d'Afrique Sub-Saharienne. Au Kenya, au Mali et au Nigéria, des groupes militants partagent une même idéologie autoproclamée qui porte sur l'introduction ou l'imposition de politiques, de lois et de coutumes islamistes, ainsi que l'usage de la violence pour atteindre ces objectifs. Ce « Brief » s'intéresse tout particulièrement aux protagonistes de cette violence, sa relation à l'état et à l'exercice de pouvoir, et ses interactions avec d'autres formes de conflit au sein de chacun des pays, et non pas l'idéologie ni le contenu doctrinal des agendas de ces groupes.

L'intensification des attaques perpétrées par les militants, en parallèle avec des attaques cherchant à les imiter et des vendettas voilées, ont secoué les arrière-pays habituellement ruraux du Kenya, du Nigéria et du Mali. Des marchés et des bus publics bombardés, des massacres de villages et des enlèvements en masse d'écoliers-ères : l'impact dévastateur de cette violence a bouleversé les vies et les moyens de subsistance des populations sur de larges zones de ces trois pays. La violence a atteint son paroxysme au Mali en 2012-2013 lorsque plus d'un demi million de personnes habitant le nord du pays ont été déplacées ou ont fui vers des pays frontaliers. Les confrontations entre les forces armées rivales se sont aussi accompagnées de violences exercées par les soldats maliens à l'encontre de civils au fur et à mesure de l'avancée des forces françaises qui offraient par inadvertance une couverture à l'armée malienne. La violence s'est initialement accrue suite à l'intervention militaire conduite par la France, avant de diminuer à partir du milieu de l'année 2013, ouvrant la voie vers un accord politique entre le gouvernement malien et les rebelles majoritairement Touaregs. Toutefois, depuis la mi-janvier 2015, ce sont encore 100.000 personnes qui ont été déplacées, et les violences à caractère communautaire et religieux se poursuivent, bien qu'à une intensité plus faible. L'Autorité nationale de gestion des crises nigériane estime que 1.2 million de personnes ont été déplacées au cours de l'insurrection Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad (plus communément dénommé Boko Haram – employé ci-après et tout au long de ce document) dans le nord du Nigéria, alors que des centaines de personnes ont été tuées dans des attaques associées à Al-Shabaab au Kenya. En 2014, alors que les violences flambaient au Kenya et au Nigéria, les gouvernements ont rencontré des difficultés considérables pour faire face à la crise politique sur fond de transformation sociologique. Les gouvernements kenyans et nigériens ont intensifié leurs opérations militaires. Si ces opérations repoussent en effet les rebelles des centres et des villes stratégiques, elles ne traitent pas les causes de la propagation des insurrections.

Quelle est l'origine de cette insurrection violente?

L'extension de la portée de cette violence exercée par des groupes islamistes militants en Afrique Sub-Saharienne est souvent considérée à travers le prisme du djihadisme transnational et des préoccupations internationales autour du terrorisme. Les analystes de sécurité parlent d'un 'arc

d'instabilité' – Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français, emploie le terme 'Sahelistan' – qui partirait du Mali, s'étendrait à l'ouest à travers le Sahel, et s'étirerait ensuite jusqu'à la Somalie dans la Corne de l'Afrique, tout en débordant sur des pays situés plus au nord tels que la Libye et l'Algérie. De tels concepts évoquent une région où se dérouleraient de violentes insurrections et dans laquelle les réseaux de groupes islamistes militants tels que Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Boko Haram au Nigéria et Al-Shabaab en Somalie seraient interconnectés. L'inquiétude de voir des alliances se construire entre les groupes militants a ressurgi en mars dernier, lorsque le chef du mouvement Boko Haram a fait une déclaration dans laquelle il prêtait allégeance à l'État islamique en Irak et au Levant.

L'attention portée à la connectivité transnationale masque les conditions socio-historiques complexes et les contradictions internes qui engendrent la violence. En examinant la question plus en détail, on constate une série d'insurrections discrètes ancrées dans des divisions de longues dates entre le centre et les sociétés à la marge, en parallèle avec des rivalités sous-nationales et des inégalités inextricablement liées à ces micro-clivages. À l'heure actuelle, la mobilisation de la violence collective sous une même identité spécifiquement islamiste reflète l'influence des tendances transnationales et mondiales qui deviennent la base principale de ces conflits violents. Toutefois, l'histoire et les héritages de diverses formes de conflits violents dans chacun de ces pays ébranlent l'idée que cette violence représente une rupture critique dans les histoires et les politiques de chacun de ces états. Les griefs locaux, ajoutés à des identités régionales et religieuses hautement politisées, peuvent expliquer l'augmentation synchrone de la violence dans des contextes aussi divers. Il est donc fondamental que la résolution durable de ces conflits violents passe par la reconnaissance de ces différends historiques.

Avec des moyens restreints, Al-Shabaab a déstabilisé la politique intérieure du Kenya, en tirant habilement profit des divisions régionales et ethniques, tout en exploitant les anciennes dissensions entre l'état et les diverses sociétés du nord-est et des régions côtières du pays. Un long passé de violence étatique et d'insurrections armées précède l'augmentation de la criminalité violente dans la région nord-est du Kenya. Dans les années 1960, l'état a mené une contre-insurrection systématique à l'encontre des rebelles sécessionnistes Shifta de Somalie, y compris une villagisation forcée. Quatre mille personnes ont trouvé la mort tout au long de ce conflit. La Province du Nord-Est, comme on l'appelait alors, a continué à être gouvernée selon un régime d'urgence restrictif jusqu'en 1991. Pendant cette période, nombre de massacres ont été commis par des agents de l'État ; en 1984, des milliers de personnes auraient ainsi été assassinées sur la piste d'atterrissage de Wagalla. Il existe d'autres aspects de la militarisation dans le nord-est, entre autres : en 1989, des exercices de dépistage et des déportations de Somaliens suspectés de se trouver dans le pays illégalement, des descentes des services secrets dans les quartiers et les villes somaliennes, et l'obligation pour les somaliens de se procurer et d'être en possession de pièces d'identité supplémentaires.

La politique d'exclusion et d'"altérisation" de l'état se reflète différemment, mais tout aussi intensément, dans les régions côtières du Kenya, où violence et politique sont étroitement liées. La marginalisation et les droits fonciers nourrissent les divisions politiques de la région, avec environ 80% de la population autochtone habitant les zones côtières qui ne dispose pas de titres fonciers. Pwani si Kenya – 'la Côte n'est pas le Kenya', l'adage du Mombasa Republican Council (Conseil Républicain de Mombasa – MRC), groupe illégal sécessionniste issu de la côte, évoque un différent type de 'marge', le produit de générations de pratiques politiques et économiques excluantes. Alors qu'il n'existe pas de liens formalisés entre le MRC et Al-Shabaab, l'histoire du sous-développement à l'échelle régionale est fortement liée à la propagation de l'insécurité violente.

Le cas du Nord du Mali offre un autre exemple de la nature cyclique de la violence dans les exacts mêmes espaces au sein desquels les groupes violents contemporains ont opéré par la suite. La violence dans la région date du processus de décolonisation, quand l'espoir de la création d'une nouvelle unité politique dans les régions sahariennes où habitent les Touaregs ne s'est pas concrétisé, et en 1963, lorsqu'une rébellion naissante a été écrasée par le gouvernement malien. La fracture croissante du développement entre le nord et le sud – qui transparaît pendant la famine dévastatrice de 1971-1973, a alimenté les révoltes de 1990 et de 2006. Alors que les niveaux de violence ont décliné après avoir atteint leur paroxysme en 2012-2013, la violence ne s'est pas atténuée totalement, et les attaques répétées commises par des militants se poursuivent, à l'image du bombardement d'une boîte de nuit à Bamako en mars 2015, montrant la capacité des militants d'attaquer le centre.

En cette période d'instabilité, 2014 a été une année charnière, avec notamment la reprise des hostilités entre les militants mobilisés, majoritairement des Touaregs, les milices pro-gouvernementales et les forces de sécurité, et une succession de négociations de paix destinées à mettre un terme à des décennies de violences récurrentes dans le grand nord du pays. Ces facteurs attestent des liens étroits qui existent entre les oppositions violentes du passé et l'instabilité plus large qui continue de caractériser la situation actuelle du Mali.

L'histoire récente du nord du Nigéria est aussi caractérisée par de violents conflits et des cycles de militantisme à caractère religieux. Parmi ceux-ci figurent les émeutes de Maitatsine de 1980 qui ont pris place dans plusieurs états du nord, et qui se sont soldées par de violentes manifestations en faveur d'un renouveau islamique. La violence qui a accompagné l'introduction de et l'opposition à la charia en 2000 et 2001 dans 12 états du nord a reflété la mobilisation de la violence, non seulement sur les dissensions habituelles Chrétiens – Musulmans, mais également sur les divisions intra-musulmanes qui ont trait au rôle et de l'interprétation des enseignements religieux dans la vie politique et sociale.

Ainsi, l'insécurité régionale qui sévit depuis longtemps dans ces trois états montre que la violence récente n'est en réalité pas une rupture critique avec des tendances passées en matière de violence, mais repose plutôt sur des cycles antérieurs de troubles et de violence étatique.

Le tournant politique du djihad

La plus grande menace qui pèse sur les organisations militantes de ces trois pays est la façon dont elles exploitent les sentiments de désaffection partagés par les populations à la marge. Les défaillances répétées de l'état dans le traitement de la marginalisation et de l'insécurité profondément enracinées dans ces endroits, et l'usage de l'appareil de répression pour répondre aux insurrections contribuent à la résurgence de la violence.

Al-Shabaab sait habilement conjuguer les griefs locaux avec les politiques kenyanes en matière d'engagement militaire en Somalie. Dans une déclaration revendiquant l'attaque de Mpeketoni de juin 2014 – un projet de colonisation établi dans les années 1960, prévoyant l'installation des populations Gikuyu provenant des hauts plateaux dans le Comté côtier de Lamu – le groupe explique que Mpeketoni 'était, à l'origine, une ville musulmane, avant d'être envahie et occupée par les colons chrétiens', ajoutant à cela que l'attaque 'avait été lancée en représailles contre la présence des troupes kenyanes en Somalie et le massacre de musulmans'. Al-Shabaab a infiltré encore davantage les politiques déjà incendiaires du Kenya, alors même que l'insécurité s'aggrave. Uhuru Kenyatta, le président du Kenya, a rejeté la faute de l'attaque de Mpeketoni sur les réseaux politiques locaux bien que Al-Shabaab l'avait revendiqué. Profitant de l'aubaine, d'autres responsables politiques et d'autres agents de la force publique ont accusé des membres de l'opposition.

Toutefois, la réponse du gouvernement en matière de sécurité – allant d'opérations policières à grande échelle dans les quartiers somaliens à la mise en œuvre de nouvelles législations sur la sécurité – est compatible avec une politicisation malséante de la violence croissante. Les assassinats de plusieurs ecclésiastiques musulmans de premier plan à Mombasa – meurtres attribués à l'Unité Anti-Terroriste de la police kenyane par certains membres de la communauté ainsi que des observateurs des droits humains – soulignent la relation particulièrement hostile qui existe entre l'état et les populations côtières. L'exercice du pouvoir et du contrôle par l'état est également remis en cause car perçu comme étant discriminatoire et violent.

La violence de Boko Haram et la réponse apportée à la situation sont en partie conditionnées par une relation très affaiblie entre les populations des zones affectées et les forces de sécurité de l'état. Les défenseur-e-s des droits humains ont accusé le pouvoir militaire nigérian et les forces paramilitaires d'assassinats extrajudiciaires et de l'emploi de force excessive dans leur chasse aux militants présumés. Le régime en place est régulièrement accusé de manque de volonté politique face à Boko Haram, notamment parce que le groupe a initialement visé les populations du nord (où l'opposition est majoritaire), ce qui illustre d'autant plus la rupture dans la relation.

Quant aux communautés de ces trois pays, elles font face à un choix impossible entre les agences de sécurité en lesquelles elles n'ont pas entièrement confiance et les groupes militants qui s'en prennent à elles. Au Nigéria, ce dilemme sécuritaire a abouti à la mise en place d'unités locales d'autodéfense destinées à lutter contre Boko Haram ; ces unités ont été tacitement acceptées et reçoivent occasionnellement le soutien du gouvernement. La Force opérationnelle civile conjointe est elle-même impliquée dans des violations des droits humains, et accusée d'actes de violence aveugle à l'encontre de membres supposés de Boko Haram, ce qui participe potentiellement à accroître la vulnérabilité des populations civiles face aux attaques rétributives commises par les militants.

Les analyses et les réponses politiques se devraient de mieux prendre en compte les inégalités intra-régionales. La constitution kenyane de 2010 a jeté les bases d'une décentralisation politique qui aurait pour effet de redresser les inégalités régionales et de pallier la marginalisation historique, plus particulièrement dans le nord du pays. Les enjeux de la compétition politique locale ont fortement augmenté avec l'arrivée de fonds publics considérables et le transfert du pouvoir aux gouvernements à l'échelle du comté. Dans certaines provinces du nord, les violences ont repris de plus belle avant et après les élections de mars 2013 : ces élections étaient centrées sur le contrôle de bureaux nouvellement créés à l'échelle du pays et des comtés (des similitudes existent avec la violence électorale du Mali en 2007). Les tensions étaient à leur comble dans les comtés où les divisions entre groupes majoritaires et minoritaires étaient les plus exacerbées, tels que Marsabit, Isiolo et Mandera. En mars 2015, Al-Shabaab a attaqué le convoi du Gouverneur de Mandera, prouvant ainsi la capacité du groupe à exploiter les tensions latentes au niveau local. Le cas est comparable à la situation malienne, où les zones périphériques du nord devaient être prises en compte dans les accords de paix antérieurs avec les séparatistes majoritairement Touaregs ; toutefois, ces accords de paix n'ont jamais été totalement mis en œuvre et ont partiellement contribué à la récurrence des violences dans la région.

Au Nigéria, la dynamique de marginalisation de certaines zones du nord par rapport au centre national est plus complexe : l'instabilité des accords politiques à l'échelle nationale n'y est pas aussi marquée que dans les deux autres cas. La période qui a suivi l'indépendance du Nigéria a été caractérisée par le changement important des élites du nord, majoritairement musulmanes, et des élites du sud, majoritairement chrétiennes ; l'alternance du pouvoir a alors reflété la nature profondément politisée des identités régionales et religieuses (considérablement) segmentées. C'est pour cela que l'on ne se retrouve pas uniquement face à un contexte d'exclusion historique des populations musulmanes du nord des réseaux de pouvoir, comme c'est le cas du Kenya et du Mali. Le fait que les premières confrontations violentes à grande échelle entre Boko Haram et les forces de sécurité en 2009 se soient déroulées pendant le règne du Président Umaru Musa Yar'Adua, un musulman de l'état de Katsina, souligne que le rapport entre instabilité et marginalisation des zones du nord n'est pas entièrement linéaire.

Toutefois, les régions du nord du Nigéria sont loin d'être homogènes et sont caractérisées par un niveau élevé d'inégalités intra-régionales. Les récits au sujet de Boko Haram font souvent état de la division nord-sud de la politique nigériane : si c'est en effet une problématique qui divise les politiques, il est important de mentionner que les inégalités qui persistent dans le nord sont aussi un thème de prédilection dans les déclarations faites par Boko Haram, et dans les pressions exercées par le groupe à ses débuts auprès des communautés du nord.

Recommandations

Afin de renforcer la sécurité, de comprendre et de lutter contre les insurrections violentes qui sévissent dans ces pays, il est nécessaire de :

- Mieux prendre en compte les inégalités intra-régionales dans les analyses et les réponses politiques
- Porter davantage d'attention à la 'localisation du djihad' plutôt que de se focaliser sur l'agenda mondial islamique plus large, s'intéresser à la façon dont le conflit est enraciné dans une lutte de longue haleine à la marge contre les diverses formes de marginalisation et de répression qui coexistent avec les rivalités et les divisions provinciales.
- Mettre en œuvre davantage d'initiatives qui promeuvent un développement inclusif et ascendant qui dépasse les groupes régionaux, religieux et ethniques à la marge et réponde aux questions de l'inégalité.
- Concerter les efforts pour profiter pleinement des opportunités qui surgissent, notamment dans le cadre de nouveaux dispositifs de gouvernance dont la décentralisation – afin de traiter les facteurs de conflit et de violence, qu'ils soient historiques ou émergents, tels que les droits à la terre et aux ressources, et la radicalisation des jeunes.
- De se donner les moyens de mettre la protection des populations civiles au centre de toutes les réponses en matière de sécurité. Les approches de sécurité musclées qui semblent reposer sur le profilage ethnique ou religieux, et les abus commis par les forces de sécurité, dont les assassinats et les opérations de ratissage de maison en maison, risquent d'engendrer encore plus de violences.

Further reading

Last, M. (2015) 'The Search for Security in Muslim Northern Nigeria', *Africa* 78: 41–63

Lind, J.; Mutahi, P. and Oosterom, M. (2015, forthcoming) *Tangled Ties: Al-Shabaab and Political Volatility in Kenya*, IDS Evidence Report, Brighton: IDS

Conflict data drawn from Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), www.acleddata.com

Guichaoua, Y. (2014) 'Mali: the Fallacy of Ungoverned Spaces', Blog Post (accessed March 2015), Norwich: UEA

Credits

This Rapid Response Briefing was written by Jeremy Lind (IDS Research Fellow) and Cairiona Dowd (PhD student at University of Sussex). The opinions expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of IDS.

Readers are encouraged to quote and reproduce material from issues of Rapid Response Briefings in their own publication. In return, IDS requests due acknowledgement and quotes to be referenced as above.

The material has been funded by UK aid from the UK Government. However the views expressed do not necessarily reflect the UK Government's official policies.

© Institute of Development Studies, 2015

AG Level 2 Output ID: 272



IDS Rapid Response Briefings are published by the Institute of Development Studies and aim to provide high-level analysis of rapidly emerging and unexpected global events and their impact on development policy and practice. To subscribe: www.ids.ac.uk/idsrapidresponsebriefings

Institute of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK
T +44 (0) 1273 606261 F + 44 (0) 1273 621202 E ids@ids.ac.uk W www.ids.ac.uk